

HISTORIA
magazine

109



Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 365 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



DU RÉFÉRENDUM A L'AUTODÉTERMINATION

Boualem Oussedik, au début de 1962, est devenu un adjudant-chef



Melet/Paris-Match

terminait une licence de lettres classiques) pour rejoindre l'A.L.N. Sa vie, depuis lors, a été un roman extraordinaire.

Il a dû faire ses preuves d'abord, aux côtés des montagnards — combattants qui n'étaient guère impressionnés par ses connaissances linguistiques (français, kabyle, grec), et qui préféraient tout simplement qu'il parlât arabe, comme eux. Or il ignore à ce point cette langue qu'il croit, au début de son engagement, que le mot qu'il entend employer à tout moment par les dirigeants pour désigner l'« organisation » (du F.L.N.) est le nom d'un grand chef maquisard... Il ne tarde pas, évidemment, à apprendre la langue de Mahomet, mais il ne manque pas d'utiliser très vite ses qualités stylistiques pour rédiger les tracts les plus incisifs de la wilaya 4 (dont il dirige les services de presse).

Sa « baraka » le fait échapper, en 1959, aux purges internes du F.L.N. qui, à cette époque, coûtent la vie à bon nombre d'intellectuels comme lui. Lorsqu'il décide de gagner la Tunisie, alors que les grandes opérations du « plan Challe » battent leur plein, c'est miraculeusement encore qu'il parvient au terme de sa très longue et très épuisante randonnée, après des péripéties dignes des westerns les plus mouvementés. Une période d'exotisme, de repos et de récupération en Scandinavie, le retour au service actif du F.L.N. pour des missions ou des ambassades dans des pays africains (Ghana, Guinée, Mali), et voici Boualem Oussedik lancé à nouveau dans une grande aventure.

Juan Paraga, adjudant-chef de la gendarmerie française : telles sont, à l'aube de l'année 1962, l'identité (à consonance méditerranéenne) et la profession (pour lui quelque peu étrange) du personnage clandestin qu'il est redevenu (très provisoirement). C'est, à vrai dire, dans des conditions peu banales que va s'effectuer le périple vers Alger de l'ancien étudiant en lettres et de ses trois compagnons désignés par le G.P.R.A. pour diriger la zone.

Ayant quitté Tunis par avion, le 23 janvier, ils sont pris en charge, à Genève, par un petit « réseau de soutien » suisse travaillant avec la Fédération de France du F.L.N. et plus spécialement avec une équipe de choc animée par le fils d'Abder-

Si Hassan. L'étudiant en médecine a fait son chemin puisqu'il est devenu chef de la wilaya 4. Selon certains, il aurait violemment protesté contre la nomination d'Azedine à la tête de la Z.A.A.

rahmane Farès. Une militante leur fait passer, en voiture, la frontière franco-helvétique et ils trouvent, à Paris, des papiers falsifiés établis aux noms de quatre membres des « forces de l'ordre » d'origine pied-noir appelés, après un séjour dans la métropole, à regagner leur poste en Algérie. Azedine ne s'offusque pas d'avoir été, lui, commandant de l'A.L.N., relégué, par le hasard de faux papiers, au rang de simple « gendarme auxiliaire ».

Un vol régulier Paris-Alger, amène les clandestins à Maison-Blanche. Leur ami, le capitaine Moussa, est également du voyage, alors que Slimane Dehilès (l'ex-capitaine Sadek de la wilaya 4) les a précédés de dix jours en Algérie.

Des retrouvailles plutôt fraîches

Après une période de « direction collective », instaurée au lendemain de la mort de Si Mohamed (août 1961), la wilaya 4 est, en janvier 1962, commandée par Si Hassan, l'étudiant de deuxième année de médecine Youssef Khatib, qui a fait son chemin depuis l'époque de mai 1956 où, comme Boualem Oussedik, il quittait les cours de la faculté d'Alger pour monter au maquis. Les rapports qui se renouent entre le jeune colonel et ses adjoints, d'une part, et, d'autre part, ses anciens compagnons d'armes de la wilaya 4, Azedine et Omar Oussedik, venus immédiatement lui rendre visite, ne sont rien moins que cordiaux. Les uns et les autres se sont, en effet, vigoureusement opposés, en 1959, pendant les mois troubles où la « guerre psychologique » et les manœuvres d'infiltration et d'intoxication des services français du B.E.L., avaient semé confusion et zizanie au sein du commandement de la wilaya 4.

Au début de février 1962, l'heure n'est pas encore aux règlements des vieux comptes, mais les retrouvailles sont plutôt fraîches. Le chef de la wilaya 4 et les nouveaux chefs de la zone autonome d'Alger ne se mettent d'accord que sur de grandes orientations communes : la zone s'attachera, en priorité, à prendre le dessus sur l'O.A.S., et les responsables de la wilaya 4, qui donneront à leurs soldats l'ordre de ne pas descendre de la montagne, s'occuperont avant tout, quant à eux, de faire renaître une intense vie politique au sein de la population.

A Alger, Azedine, Omar Oussedik, Boualem Oussedik et Lounici installent, dans le populaire faubourg de Belcourt, un état-major à l'intérieur duquel chacun d'eux dirigera un grand secteur d'activité;

le premier, les affaires militaires, le second, les affaires politiques, le troisième, les affaires de presse et d'information et le quatrième, les affaires financières.

Leurs adjoints seront soit des amis qu'ils font venir clandestinement de Tunis, soit d'anciens camarades de lutte qui viennent de sortir des prisons françaises. C'est le cas, par exemple, d'Ali Bouchafa, l'un des principaux chefs des commandos F.L.N. d'Alger de 1956, qui, après avoir été arrêté, condamné à mort, gracié, libéré, va occuper, dans la deuxième zone d'Alger, une place aussi importante que celle qu'il avait tenue dans la première zone autonome du F.L.N.

Les quatre leaders, qui voient grand, structurent non seulement un pouvoir central de la zone, mais un pouvoir local qui s'exercera dans cinq secteurs géographiques du Grand Alger (à l'exclusion du centre de la ville, dont les autorités gaullistes et l'O.A.S. se disputent le contrôle). Ils appellent ces secteurs des « zones », reprenant ainsi la terminologie en usage dans les wilayas du F.L.N. La zone autonome va devenir, en fait, une véritable wilaya à laquelle il ne manquera qu'un numéro, une « crypto-wilaya ».

Les cinq secteurs, dont les contours sont fixés avec précision, sont la Casbah (zone 1, confiée à Hamid Dali), Belcourt (zone 2, qui sera dirigée par Abderrahmane Khemissa, puis par Ahmed Kriouina), Clos-Salembier-Birmandreï (zone 3, commandée par Mohamed Biskri), Maison-Carrée (zone 4, sous les ordres de Mostefa Bliidi),

Marc Riboud/Magnum



enfin El-Biar (zone 5, dont le responsable est Nached). Un « quadrillage » du F.L.N. se superpose ainsi au « quadrillage » mis en place, à Alger, par l'O.A.S.

Toute cette organisation se met à fonctionner d'une manière efficace et, sur certains plans, originale.

Lounici, tout d'abord, résout avec simplicité le problème de l'argent, ce nerf de la guerre classique ou révolutionnaire.

Tous les Algériens riches sont invités à verser de grosses sommes à la caisse de la zone, tous les gros commerçants à fournir aux services collectivisés de la zone une partie de leurs stocks. Si quelques-uns — plutôt rares, car le règne d'un F.L.N. implacable, est alors absolu en milieu musulman — se font tirer l'oreille, une mitrailleuse ou un revolver opportunément brandi sous leur nez les rappelle bien vite à leur devoir patriotique. Grâce au « trésor de guerre » ainsi amassé, Omar Oussedik peut verser à un certain nombre de militants, et de manière égalitaire, la somme d'argent qui leur permet de se consacrer en permanence à des activités politiques. Deux organisations de masse F.L.N., auxquelles sont confiées des tâches spécifiques, sont rapidement créées : celle des femmes (50 000 d'entre elles sont bientôt organisées dans cinq comités — un par zone) et celle des jeunes (20 000 garçons et 10 000 filles).

Grâce aux fonds collectés par les « percepteurs » de la zone, Boualem Oussedik, de son côté, peut aussi mettre sur pied des services sociaux selon des principes égali-

Coll. Raymond Noël

taires et solidaristes inspirés des grandes traditions socialistes.

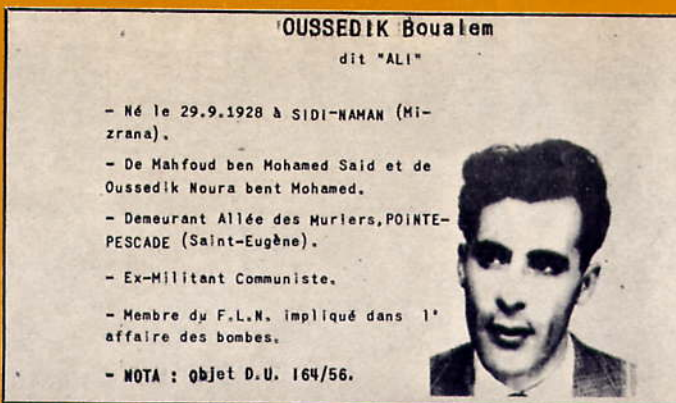
Des soins médicaux gratuits sont donnés, à tous ceux qui en font la demande, par des médecins — musulmans ou Européens progressistes — qui viennent sur le territoire de la zone exercer leur métier comme un apostolat. Les étudiants algériens terminant leur médecine à l'étranger sont invités à venir renforcer, à Alger, en première ligne, face à l'O.A.S., ces équipes militantes, mais les dirigeants de la zone sont assez déçus de constater que leurs appels sont médiocrement entendus.

Ravitaillement gratuit

Le « ravitaillement gratuit » est organisé, d'autre part, à côté de la médecine gratuite, au profit des éléments les plus pauvres de la population et notamment des

chômeurs (au moins 20 000), dont le nombre s'accroît de jour en jour, au fur et à mesure que les destructions de l'O.A.S., en ralentissant la vie économique du pays, privent de leur emploi un nombre toujours plus grand de travailleurs. Les chefs de zone sont habilités à délivrer à ces déshérités, à ces « économiquement faibles », des bons qui leur permettent de s'approvisionner chez les commerçants sans verser un sou.

On n'oublie cependant pas, à la direction de la zone, comme on le dit à Si Hassan, à Ben Khedda, au haut-commissaire de France, Christian Fouchet, et aussi aux militants qui viennent en foule dans les meetings de quartier, que « la lutte contre l'O.A.S. est prioritaire ». Pour la mener au mieux, Azedine constitue un service de renseignements, dirigé par Si Mohamed, et un service « action », dirigé par Bouchafa et par le capitaine Tahar.



Boualem Oussedik, cousin éloigné d'Omar. Sa « baraka » lui a permis d'échapper aux purges sanglantes du F.L.N. comme aux recherches de la police et aux coups portés par l'armée française aux maquis. Il est chargé du service Propagande et Information (S.P.I.) de la zone autonome d'Alger.

En attendant le référendum, et malgré les attentats et les règlements de comptes, les pouvoirs publics s'efforcent de maintenir dans les villes une vie à peu près normale. A ce carrefour, un agent règle tranquillement la circulation.

Quant à l'armée des frontières, cette force plébéienne composée pour l'essentiel de petits paysans à qui on a donné pour maîtres à penser « Che » Guevara et Mao Tsé Toung, elle s'apprête à participer au défilé organisé pour fêter l'indépendance.



Coll. particulière



400 "fidayin" bien armés

◀ A Maison-Carrée, seul le quartier musulman est animé. Dans le quartier européen règne un calme très inhabituel : peu à peu, les habitants s'en vont...

dant en chef en Algérie, riposte en faisant donner l'aviation et les chars pour le blocage, puis l'occupation et la fouille de Bab-el-Oued.

Le 26 mars, le commandement de l'O.A.S. rassemble une grande foule d'Européens qui, partis du plateau des Glières, cherchent à se rendre, en cortège, à Bab-el-Oued, pour « affirmer leur solidarité envers les insurgés de ce quartier martyr ». Des éléments du 4^e régiment de tirailleurs algériens, qui barrent la rue d'Isly, essuient des tirs de fusils mitrailleurs et ouvrent le feu sur les manifestants.

Le massacre provoque, dans la partie européenne de la ville, un sentiment de fureur contre les « Arabes » parce que la plupart des hommes du 4^e R.T.A. sont musulmans.

Une voiture piégée

Dans ce climat d'une extrême tension, Azedine adresse message sur message à Tunis et à la « cité administrative » de Rocher-Noir pour demander des directives, ou pour le moins des avis, aux deux autorités devant lesquelles il est, au moins théoriquement, responsable : le G.P.R.A. et l'exécutif provisoire, l'organisme de 12 membres (9 musulmans F.L.N. ou non, 3 Européens) constitué par les accords d'Évian et présidé par Abderrahmane Farès.

Les réponses qu'il reçoit des deux côtés sont identiques : « Nous vous confirmons ce que nous vous avons déclaré lorsque le cessez-le-feu a été signé. Quels que soient les crimes de l'O.A.S., il ne faut pas exercer de représailles contre des Européens. Il faut que vous contrôliez étroitement la population algérienne. L'important est de tenir, d'occuper le terrain, de manière que rien ne vienne interrompre le processus qui doit nous amener, le 1^{er} juillet, au référendum sur l'indépendance. »

Tout cela est plus facile à dire qu'à faire, car nombreux sont les militants F.L.N. qui, exaspérés par les meurtres de l'O.A.S., réclament « une vengeance spectaculaire ». Azedine calme les plus furieux en leur faisant connaître les actions anti-O.A.S., qu'il fait effectuer, de temps à autre mais discrètement, par ses groupes de choc : enlèvements ou exécutions dans les réseaux activistes. Les commandos de Bouchafa se révèlent d'ailleurs, pour ce genre d'activité, beaucoup plus efficaces que les unités composites et mal commandées de la « force locale » algérienne constituée à Rocher-Noir pour remplacer progressivement l'armée française.

Le 3 avril, des groupes « Delta » de



Consigne est donnée aux Algériens de repérer dans leur quartier, et même au-delà, les Européens activistes ou de l'O.A.S. Les informations qui parviennent à Si Mohamed sont centralisées dans un fichier installé dans une maison de Belcourt (celle de Boualem Hamoud). L'exploitation de ce fichier peut permettre, très vite, de monter les « opérations de choc » confiées à 400 *fidayin* bien armés, répartis dans des commandos appelés à devenir aussi redoutables que les groupes « Delta » de l'O.A.S.

Ceux-ci, à qui leurs chefs donnent l'ordre de « faire échec aux assassins du F.L.N. » et de « paralyser le pouvoir gaulliste », se déchaînent, à partir de la mi-février, avec une violence de plus en plus meurtrière.

Ils tuent 23 Algériens, le 22 février, 10 autres au cours d'un « raid-éclair » effectué au centre d'Alger, le 26 février, deux jours après la « ratonnade » qui suit, à Bab-el-Oued, le meurtre d'un chauffeur de taxi par un *fidai* du F.L.N. (20 Algériens lynchés).

Le 15 mars, le commando « Delta » d'El-Biar tue à la mitrailleuse, dans la cour

du « Château-Royal », six fonctionnaires des centres sociaux, dont l'écrivain Mouloud Feraoun. Le 20 mars, au lendemain de la signature des accords d'Évian, d'autres groupes « Delta » abattent, dans leur cellule du commissariat de Hussein-Dey, quatre Algériens arrêtés à la suite d'un attentat F.L.N., et « ratonnent » dans les quartiers européens, qu'ils veulent désormais interdire aux musulmans.

Le même jour, un petit détachement de l'O.A.S. tire, depuis Bab-el-Oued, quatre obus de mortier sur la place du Gouvernement (24 morts, 60 blessés presque tous musulmans). Le service d'ordre de la zone 1 de la zone autonome d'Alger intervient, avec une promptitude et une efficacité remarquables, pour rappeler le mot d'ordre du F.L.N. : « Ne pas tomber dans les provocations », et pour empêcher la foule en colère de la Casbah d'aller faire, à Bab-el-Oued, une « expédition punitive » qui aurait tourné à la bataille rangée avec les Européens armés.

Le 23 mars, un commando de l'O.A.S. ouvre le feu, place Desaix, sur une patrouille d'appelés du contingent (7 morts, 11 blessés), et le général Ailleret, comman-

répartis en commandos, sont appelés à faire échec aux "Delta"

l'O.A.S. détruisent la clinique de Beau-Fraisier, qu'ils considèrent comme un « repaire de fellaghas », et mitraillent dans leur lit les malades musulmans (neuf d'entre eux sont tués). Le F.L.N. conseille alors aux Algériens, de ne pas se faire traiter dans les hôpitaux européens et renforce son propre service médical pour soigner les malades et les blessés victimes des attentats. Les praticiens travaillent dans les cliniques plus ou moins hâtivement aménagées de la zone et — notamment le Dr Gautheret, un gynécologue qui doit se transformer en chirurgien — opèrent de jour et de nuit.

L'horreur de l'attentat commis contre des malades amène certains Européens, jusque-là favorables à l'O.A.S., à désavouer le terrorisme, qui leur semble désormais aveugle, des commandos « Delta ». Cette légère modification du climat politique facilite l'initiative du préfet de police d'Alger, Vitalis Cros, qui décide de recevoir le commandant Azedine et ses trois adjoints de la zone autonome. C'est là un tournant dans l'histoire de la guerre d'Algérie, car, pour la première fois, le pouvoir légal, qui est encore français, et le pouvoir de fait, qui est déjà largement celui du F.L.N., établissent, pour lutter contre l'O.A.S., une étroite collaboration.

Les responsables de l'Organisation ar-

mée secrète ne manquent pas de dénoncer, dans leurs tracts, cette « scandaleuse collusion » et, lorsqu'ils subissent, le 20 avril, leur premier revers grave : l'arrestation de leur chef, le général Salan, les commandos « Delta » font surtout payer cet échec à des musulmans (24 abattus dans la seule journée du 20 avril).

Le 2 mai, à 6 heures, un de ces groupes « Delta » fait sauter, au bas du Front-de-Mer, une voiture piégée, chargée de pièces de ferraille. Celle-ci explose au milieu d'un rassemblement d'un millier de chômeurs algériens, qui font queue, certains avec leur famille, dans l'espoir d'obtenir une journée d'embauche sur les docks du port. L'attentat fait 62 morts et 150 blessés, la plupart gravement atteints.

L'opération « Fatmas »

Un peu plus tard, d'autres commandos « Delta » bombardent au mortier certains quartiers de Belcourt et de Climat-de-France, faisant de nombreux morts et blessés. Comme lors de l'attentat du 20 mars, place du Gouvernement, une masse algérienne furieuse veut aller porter sa vengeance dans un secteur européen (elle descend, ce jour-là, de Climat-de-France et commence à remonter la rue de Lyon), mais, comme le 20 mars, le service d'ordre de la zone réussit à empêcher un effroyable affrontement. C'est cependant de justesse que Boualem Oussedik et les chefs de quartier ont pu, cette fois, éviter le pire, en haranguant la foule et en lui lançant un pathétique appel à la discipline.

Azedine avertit Vitalis Cros que si les assassinats de l'O.A.S. continuent à ce rythme, il ne pourra pas ne pas répondre aux appels à une « grande action de représailles » qui lui sont lancés, de toutes parts, du côté algérien.

Le 3 mai, la Casbah est sauvée d'une catastrophe sans précédent par le sang-froid et l'esprit de décision d'un détachement de pompiers d'Alger — européens pour la plupart — qui arrêtent, *in extremis*, un camion-citerne rempli de 15 000 litres d'essence que des commandos de l'O.A.S. ont transporté sur les hauteurs, puis précipité vers « le quartier arabe », en espérant que les nappes de carburant s'enflammaient et que l'incendie ferait rage. L'explosion du camion coûte tout de même deux morts aux pompiers.

Le 10 mai, les groupes « Delta » franchissent un degré de plus dans ce qu'un rédacteur du *Journal d'Alger* appelle « l'escalade de l'épouvante ». Ils déclenchent l'opération « Fatmas » : sept de ces femmes de ménage algériennes, que les pieds-noirs appellent « les fatmas », sont abattues au revolver dans le centre d'Alger, alors qu'elles se rendaient au travail chez leurs patronnes.

Cette fois, la mesure est comble. Azedine convoque, le 12 mai, une réunion de 30 responsables de la zone autonome, au cours de laquelle il est décidé que sera menée la grande « action de représailles » que la population musulmane ne cesse de réclamer.

Cette opération a lieu le 14 mai; ce jour-là, entre 18 et 20 heures, des voitures de la zone autonome, ayant chacune trois

Ménager/Paris-Match



Tessyre/Paris-Match



A Alger, les derniers groupes O.A.S. plastiquent, détruisent, brûlent. Les deux amphithéâtres et les laboratoires de la faculté des sciences (ci-contre) sont la proie des flammes ainsi que la bibliothèque de l'université. Ci-dessus : le docteur Mostefai, délégué aux affaires générales de l'exécutif provisoire, qui négociera avec l'Organisation armée secrète.



Le préfet de police Vitalis Cros, pendant toute cette période tragique, s'efforce de maintenir l'ordre dans la ville : barrages, patrouilles, perquisitions, contrôles, arrestations ont lieu jour et nuit.



Une rencontre ultra-secrète

politique, est de plus en plus évidente. Cent mille pieds-noirs ont d'ailleurs, depuis le mois d'avril, quitté définitivement l'Algérie, en dépit des consignes de l'O.A.S., qui a demandé à tous les pieds-noirs de se « battre sur place », et ce signe est révélateur.


A l'intérieur même des rangs de l'Organisation armée secrète, les ripostes, désormais vigoureuses et spectaculaires, des commandos F.L.N. provoquent une certaine démoralisation, d'autant que les services de sécurité gaullistes (et notamment la mission « C » du capitaine Lacoste, qui travaille en liaison permanente avec le S.R. de la zone de Si Mohamed) porte maintenant des coups sévères au mouvement.

Le 18 mai, Jean-Jacques Susini, le principal leader politique de l'O.A.S. restant en liberté après l'arrestation de Jouhaud et de Salan, demande — et obtient — un entretien d'Abderrahmane Farès, l'homme qu'un tract des « ultras » dénonçait encore, quelques jours auparavant, comme « la marionnette des tueurs F.L.N. ».

Bien que la rencontre, qui se déroule à Alma, soit, en principe, ultra-secrète, les leaders de la zone autonome l'apprennent immédiatement et y voient la meilleure preuve qu'ils ont eu raison d'engager de front la bataille contre les commandos « Delta », puisque, déclarent-ils, l'O.A.S. baisse les bras. Cette conviction se confirme quand, au terme des tractations menées entre le président de l'exécutif provisoire et l'équipe Susini-colonel Gardes, sous l'égide de l'ancien maire libéral d'Alger, Jacques Chevallier, et de son adjoint, Jean-Marie Tiné, l'O.A.S. décrète, dans la nuit du 31 mai au 1^{er} juin, la trêve des attentats.

A partir de ce moment, les dirigeants de la zone autonome prennent de la distance vis-à-vis des négociations « au fond » qu'engage avec Susini, le principal représentant du G.P.R.A. au sein de l'exécutif provisoire, Chouki Mostefai, et qui aboutissent à l'« accord F.L.N.-O.A.S. » du 17 juin 1962.

Ils savent, en effet, que l'O.A.S. et l'exécutif provisoire sont également condamnés à disparaître de la scène politique et que, lorsque l'équipe de Farès s'effacera, le 1^{er} juillet 1962, la zone autonome constituera la force principale à l'abri de laquelle le G.P.R.A. pourra faire son entrée à Alger.

Malheureusement pour eux, les dirigeants de la wilaya 4 prévoient, eux aussi, cette évolution et s'y préparent. A l'heure de l'indépendance de l'Algérie, les chefs de la wilaya 4 ne laisseront pas très longtemps ceux de la zone autonome demeurer les meneurs du jeu à Alger. 

Azedine bluffe avec un aplomb tranquille

hommes à bord, s'arrêtent en dix-sept endroits d'Alger, et notamment au quartier du Ruisseau, devant des bars ou des restaurants connus pour être fréquentés par des membres de l'O.A.S. Un *fidai* jette, chaque fois, 6 grenades dans l'établissement visé et deux autres *fidayin* mitraillent les consommateurs. Le bilan officiel de la Délégation générale est de 17 morts et 35 blessés européens.

Le lendemain, tandis que les commandos « Delta » ripostent avec violence (56 morts, 35 blessés algériens), Azedine tient, à son P.C. de Belcourt, une conférence de presse qu'a préparée Boualem Oussedik. Il annonce à une dizaine de journalistes présents que le F.L.N. mènera désormais des opérations comme celle du 14 mai « tant que l'O.A.S. continuera à liquider des musulmans de manière systématique » et tant que, dans ces conditions, les accords d'Évian ne seront pas appliqués. Il revendique, au nom de la

direction de la zone autonome, l'entière responsabilité de l'action qui s'est déroulée la veille, avec, ajoute-t-il, le complet accord du C.N.R.A., du G.P.R.A. et de l'exécutif provisoire.

Ce dernier point n'est pas véridique. En fait, le président de l'exécutif provisoire, Farès, est venu, une heure plus tôt, protester auprès du chef de la zone contre des « interventions aventuristes de ce genre ». Quant à Ben Khedda, président du G.P.R.A., il n'a nullement été mis au courant des projets et des initiatives des commandos de Bouchafa. Si Azedine, cependant, bluffe ainsi avec une tranquille assurance, c'est qu'il a la certitude que personne, au C.N.R.A., au G.P.R.A. et à l'exécutif provisoire, ne le désavouera, tant est grande la colère des Algériens devant les activités de l'O.A.S.

Du côté des Européens, les attentats de l'O.A.S. ont fini par causer une certaine lassitude, car leur inefficacité, sur le plan